



**FORUM DES ACTEURS DE L'EAU
DES VALLÉES D'OISE**

19 octobre 2017 - JAUX



Ouverture du Forum

Éric de Valroger
Président de la COMITER

Pascale Mercier
Directrice territoriale des Vallées d'Oise - AESN





Les enjeux du 11^{ème} programme

Luc Pereira-Ramos – AESN

FORUM DES ACTEURS DE L'EAU
DES VALLÉES D'OISE





Les enjeux du 11^{ème} programme

- Quelques éléments sur le déroulement du 10^{ème} programme
- Les orientations gouvernementales
- Les orientations données par le CB
 - orientations générales
 - orientations redevances
- Le calendrier de travail





Quelques éléments sur le déroulement du 10^{ème} programme

Volet interventions

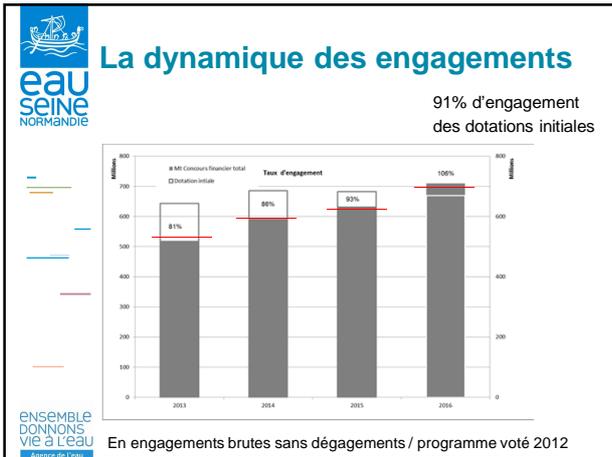


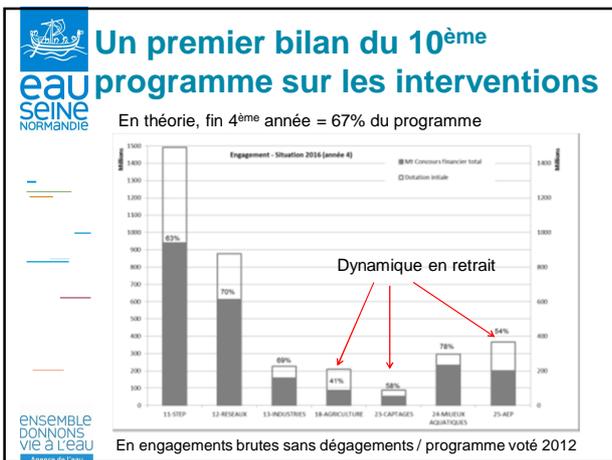


Le 10^{ème} programme en quelques chiffres

- 6,4 Milliards d'euros de travaux
- 3,8 Milliards d'euros d'aides (3,7 Milliards à la révision à mi-parcours)
- et 600 millions d'euros de primes pour épuration







Élaboration du 11ème programme

eau SEINE NORMANDIE

ENSEMBLE DONNONS VIE à L'eau

**Les priorités fixées par le gouvernement**

- l'adaptation au changement climatique
- la biodiversité
- la santé
- La solidarité territoriale
- le bon état



**Le cadrage budgétaire**

Encore incertain PLF 2018

- Un écrêtement des redevances par un « plafond mordant »
- La fin du prélèvement de l'Etat sur la trésorerie
- Une augmentation du financement de l'AFB par les agences
- Le financement d'autres opérateurs ONCFS et parcs nationaux

 Une capacité financière des agences réduite en conséquence



**Les orientations données par le comité de bassin**

Délibération N° CB 17-06 du 6 avril 2017
Délibération N°CB 17-11 du 5 octobre 2017





Orientations générales

Délibération N° CB 17-06 du 6 avril 2017





Article 1 de la délibération du CB 1/3 – les finances

- Ne pas accroître la pression fiscale existante;
- Dimensionner les montants de travaux aidés en fonction des recettes disponibles ;





Article 1 de la délibération du CB 2/3 – les thèmes d'action

- Traduire de façon opérationnelle la stratégie d'adaptation au changement climatique;
- Privilégier les actions concourant à l'atteinte du bon état, tout en favorisant les actions servant d'autres objectifs comme la prévention des inondations, la biodiversité terrestre et le milieu marin dans le respect général du principe de l'eau paie l'eau ;
- Examiner les conditions d'accélération du renouvellement des réseaux d'eau usées et d'alimentation en eau potable ;
- Rechercher un niveau d'aides aux entreprises le plus élevé possible en exploitant toutes les pistes permises par les encadrements communautaires ;
- Encourager l'innovation et l'expérimentation en concertation avec les autres bassins





Article 1 de la délibération du CB 3/3 – l'efficacité des aides

- **Simplifier** le programme afin de le rendre plus lisible par les maîtres d'ouvrage et facile à mettre en œuvre;
- Examiner les modalités des **priorisation** des aides de l'agence en adaptant les outils (PTAP, contrats,...) au nouveau contexte territorial issu des lois récentes.
- Améliorer l'**efficacité des animateurs** aidés et leur synergie avec les services de l'agence ;
- chercher la **meilleure efficacité de chaque aide** et trouver les bons leviers pour faire émerger les actions prioritaires et le juste niveau d'aide pour permettre aux actions de s'engager.





Les orientations sur les redevances

Délibération N°CB 17-11 du 5 octobre 2017





Les principes posés pour le 11^{ème} programme

- Prise en compte de l'évolution de l'état des masses d'eau ;
- Simplifier la lisibilité du système des redevances ;
- Prolonger les efforts de rééquilibrage des contributions entre usagers.



La prise en compte de l'évolution de l'état des eaux

Pour le 11^{ème} programme, il est proposé:

- de prendre en compte l'évolution de l'état des masses d'eau (amélioration) constatée lors de l'élaboration du SDAGE,
- De rendre plus sévère le critère d'accès à la zone de base en retenant le seuil de 40 % de linéaire de cours d'eau en bon ou très bon état écologique, considérant que la cible ultime est l'atteinte du bon état pour 100 % des rivières.

ENSEMBLE DONNONS VIE À L'EAU

zonage de la redevance pollution – 10^{ème} programme

Zonage des redevances pollution

ENSEMBLE DONNONS VIE À L'EAU

Proposition de zonage de la redevance pollution – 11^{ème} programme

Zonage redevance Pollution sur la base de l'état écologique du SDAGE 2016 (scénario 40-30)

ENSEMBLE DONNONS VIE À L'EAU

Simplification et lisibilité : le zonage redevance prélèvement

Le 10^{ème} programme identifiait :
une zone de base ;
Les zones de répartition des eaux (ZRE) ;
les zones en tension quantitative (ZTQ).

Zones des taux de redevances pour les prélèvements en eau souterraine

■ Taux de Base - Eau souterraine
■ Taux ZTQ - Eau souterraine
■ Taux ZTQZRE - Eau souterraine
■ Taux ZTQZRE Aléas

Orientation zonage redevance prélèvement

- Suppression de la zone intermédiaire « zone en tension quantitative » ou ZTQ;
- Ne pas délivrer de message contradictoire aux nécessités de s'adapter au changement climatique
- Augmentation du taux de base de 10% pour les eaux souterraines

ENSEMBLE DONNONS VIE à L'EAU

Le rééquilibrage des contributions entre usagers

- Mouvement entamé lors du 10^{ème} programme
- L'effort continue en diminuant le taux appliqué aux usagers domestiques et assimilés pour la redevance modernisation des réseaux prévu dès 2018 (de 30 centimes/m³ à 24 centimes/m³)

ENSEMBLE DONNONS VIE à L'EAU

eau SEINE NORMANDIE

Les impacts financiers des propositions - Un contexte particulier

- cadrage budgétaire qui plafonne les recettes ;
- variations des assiettes des redevances domestiques et assimilés qui ne correspondent pas aux modèles initiaux d'érosion conduisant à une augmentation des recettes ;
- assiettes de la redevance pollution industrielle qui diminuent plus fortement que prévu.

ENSEMBLE DONNONS Vie à L'eau

eau SEINE NORMANDIE

Les impacts financiers des propositions – des principes et un chiffre

Un 11^{ème} programme à 4 211,5 M€ légèrement inférieur au 10^{ème} programme voté en 2012 (4 438,3 M€) :

- simplifier le zonage prélèvement, tout en soulignant la nécessité de sensibiliser les acteurs sur la fragilité des ressources souterraines ;
- prolonger le rééquilibrage, au bénéfice des domestiques et assimilés domestiques ;
- contribuer aux efforts de réduction de la pression fiscale.

ENSEMBLE DONNONS Vie à L'eau

eau SEINE NORMANDIE

Le long terme

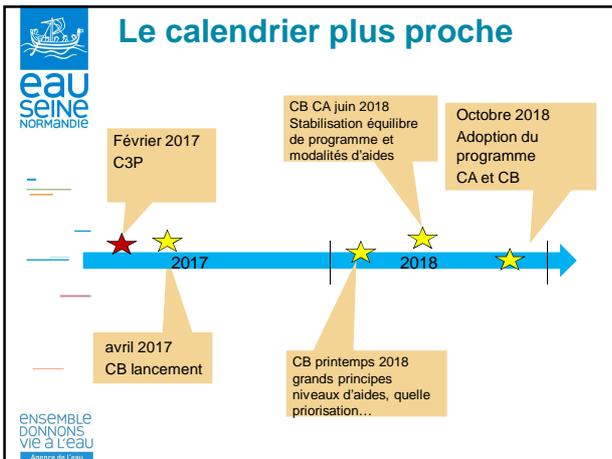
Stratégie d'adaptation au changement climatique

SDAGE 2016-2021 SDAGE 2022-2027 SDAGE ?

10^{ème} programme 11^{ème} programme 12^{ème} programme 13^{ème} programme

2017 2019 2024 2029 ...

ENSEMBLE DONNONS Vie à L'eau



Des lieux de débat, d'échange et d'élaboration

Niveau bassin

- La commission permanent des programmes et de la prospective: prépare les dossiers du CA et du CB
- Des groupes et commissions thématiques

Niveau local

- Des commissions territoriales mises à contribution

ENSEMBLE DONNONS Vie à L'eau

eau seine NORMANDIE

Ministère de l'Énergie, du Développement durable et de l'Énergie

Merci de votre attention

Echanges - questions



Innover pour relever les défis

FORUM DES ACTEURS DE L'EAU
DES VALLÉES D'OISE





Établissement public de l'État



Innover pour relever les défis



PROJET APPLE




Terre de Picardie
ÉCOPHYTO
GIEP
Une pépinière de projets

- Objectifs
 - Diviser par 10 l'utilisation de produits phytosanitaires sur les vergers (Aires d'Alimentation de Captage)
 - Produire mieux et gagner sa vie sur les Aires d'Alimentation de Captage
 - Créer une dynamique collective et locale pour développer l'agriculture de demain !

PROJET ABISCE

Assurance Baisse d'Intrants sur les Captages d'Eau potable




PROTÉGER L'EAU DES POLLUTIONS DIFFUSES
APPEL À PROJETS

- Objectifs
 - Expérimenter la mise en œuvre d'une assurance à la mise en place de la baisse des intrants
 - Couvrir le risque de perte de revenus liés au changement de pratiques
 - Réduction de 50% d'azote et de 50% d'IFT (Indicateur de Fréquence de Traitements phytosanitaires)



Animation ADOPTA

- Objectifs
 - Accompagner les acteurs vers la gestion intégrée des eaux pluviales urbaines :
 - ✓ Préserver la qualité de l'eau
 - ✓ Limiter les débordements des réseaux
 - ✓ Restaurer la nature en ville
 - ✓ S'adapter au changement climatique









eau seine NORMANDIE

Action internationale de l'agence

■ **Pourquoi agir ?**

- 663 millions de personnes n'ont toujours pas accès à une source d'eau améliorée (OMS/UNICEF 2015)
- 1.8 milliards de personnes consommeraient une eau contaminée par des matières fécales (OMS/UNICEF 2014)
- 2.4 milliards de personnes n'utilisent pas d'installations sanitaires améliorées et 946 millions de personnes pratiquent toujours la défécation à l'air libre, y compris en zone urbaine (OMS/UNICEF 2015).

En conséquence, chaque jour 1000 enfants meurent de maladies liés aux conditions d'assainissement et d'hygiène




OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ENSEMBLE DONNONS VIE À L'EAU

eau seine NORMANDIE

Action internationale de l'agence

■ **Dans quel cadre ?**

La loi Oudin - Santini (2005) autorise les Agences de l'eau, les collectivités territoriales et leurs groupements à affecter un **maximum de 1 %** des recettes propres de chacun de leurs budgets des services d'eau et d'assainissement (les budgets annexes M49).

En complément, la **Loi Thiollière (2007)** permet aux collectivités territoriales et à leurs groupements de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement. *Si l'urgence le justifie, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre ou financer des actions à caractère humanitaire*

ENSEMBLE DONNONS VIE À L'EAU

eau seine NORMANDIE

Action internationale de l'agence

■ **Trois axes**

- La coopération décentralisée
- La coopération institutionnelle & les actions de plaidoyer
- Le financement de dispositifs de secours

<http://www.eau-seine-normandie.fr/index.php?id=2104>

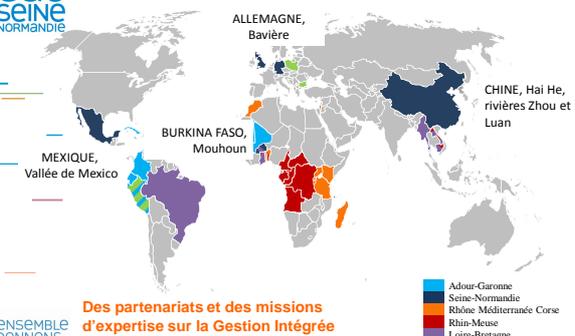


ENSEMBLE DONNONS VIE À L'EAU

eau seine NORMANDIE

Action internationale de l'agence

La coopération institutionnelle : partager les savoirs faire



Des partenariats et des missions d'expertise sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau ...

ENSEMBLE DONNONS VIE à L'EAU

eau seine NORMANDIE

Action internationale de l'agence

Modalités d'intervention, dans le cadre du Xème programme de l'AESN (2013-2018)

→ La coopération décentralisée

- 80% de subvention pour une collectivité du bassin,
- 50% de subvention pour une association MAIS participation d'une collectivité du bassin obligatoire de 5% minimum,
- Participation de la collectivité au Sud souhaitée de 5% minimum

Pays éligibles à l'aide publique au Développement définis par la Commission d'Aide au Développement de l'OCDE MAIS priorité Afrique subsaharienne et pays disposant d'une autorité de bassin

Plafond d'aide de 600 000 € par projet.

ENSEMBLE DONNONS VIE à L'EAU

eau seine NORMANDIE

Action internationale de l'agence

Quels projets ?

Le projet éligible aux aides de l'Agence:

- ✓ est cofinancée par une collectivité du bassin;
- ✓ comprend une participation du bénéficiaire > 5% du montant du projet, et répond à des besoins identifiés et à une demande exprimée par l'autorité locale
- ✓ comprend les études préalables et/ou les travaux;
- ✓ comporte une composante Assainissement et éventuellement des Mesures Sociales d'Accompagnement et un volet Eau Potable;
- ✓ s'inscrit dans la durée;
- ✓ intègre la durabilité du service (viabilité financière, social, technique)

ENSEMBLE DONNONS VIE à L'EAU



Regards croisés
« Solidarité internationale »
Retours d'expériences





Projet d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement de Nabadji Civol (Sénégal)

Coopération entre les villes de Creil et de Nabadji Civol



La situation en eau potable et assainissement à Nabadji Civol

Données novembre 2014

Taux d'accès en eau potable : 91%, dont 90% par des branchements réseau.
Supérieur à la moyenne nationale (84%).
 Mais mauvaise répartition géographique → plusieurs localités souffrent encore énormément de manque de sources d'eau.

Taux d'accès des ménages en assainissement avec latrines adéquates : 60 %
 Supérieur à la moyenne nationale (29% des ménages ruraux).
 Dans **structures éducatives publiques, 77% disposent d'édicules adéquats** mais seuls 14% de ces édicules disposent d'un point d'eau.



Pré-requis au lancement du projet eau assainissement

Adhésion de la ville de Creil au PS-EAU : prise de conseils, documentation technique, mise en relation avec des partenaires potentiels (GRET, Le Partenariat, Ambassade du Sénégal, PEPAM, Agence de l'eau...), infos sur les financements possibles.

Recherche d'informations sur la situation de la commune de Nabadji Civol dans le domaine de l'eau et l'assainissement (Plan Local d'Hydraulique et d'Assainissement)

Clarification des rôles et engagements de chacun, notamment des deux collectivités française et sénégalaise.

Prise de contact des différents acteurs et partenaires potentiels : ONG, partenaires financiers...).



Planning du projet du montage à la mis en oeuvre

Janvier 2015	Remise de l'avant projet sommaire « Plan eau et assainissement de Nabadji Civol » par le cabinet sénégalais ETIC
Novembre 2015	Mission technique creilloise pour définir les priorités de la phase 1
Février 2016	Dépôt des requêtes de financement à l'Agence de l'Eau Seine Normandie et à la Communauté de l'Agglomération Creilloise
Avril 2016	Réponses positives des partenaires financiers
Juillet 2016	Début de la phase opérationnelle (réunion du COFIL, études...)
Février 2017	Début des travaux à Mbanane et Woudourou, études pour le marché de Nabadji Civol
Mai 2017	Mission de suivi intermédiaire
Septembre 2017	Début des travaux du marché (extension réseau d'eau, appel d'offres pour construction des blocs sanitaires)
Décembre 2017	Livraison et fin des mesures d'accompagnement



Sous-projet 2 : le village et l'école de Mbanane

Le village de Mbanane compte 648 habitants, l'école 86 élèves.

L'accès à l'eau de la population se faisait à partir du puits du village dont la qualité de l'eau était médiocre et occasionnait des corvées de puisage importantes.



Le système d'adduction d'eau de Boynadji était situé à 2 km.

Il comprend un nouveau château de 200 m³ qui dessert actuellement 3 villages.



Sous-projet 2 : le village et l'école de Mbanane

Les travaux ont été réalisés par une entreprise locale en mars-avril 2017 :

- fourniture et pose de canalisations,
- fourniture et pose de vannes, ventouses et vidanges,
- réalisation de 30 branchements particuliers (avec participation financière des habitants de 30 %),
- remplacement des latrines vétustes de l'école par un nouveau bloc sanitaire avec séparation filles/garçons.



Sous-projet 2 : le village et l'école de Mbanane

Lors de la mission en mai 2017, les 30 foyers de Mbanane disposaient d'une arrivée d'eau sur leur propriété.

La construction du nouveau bloc sanitaire avec point d'eau et accès handicapé dans l'école était achevé.

Le Gret et Le Partenariat accompagnent également les acteurs locaux dans la bonne gestion de ces nouvelles infrastructures et du service de l'eau.



Sous-projet 2 : le village et l'école de Mbanane



Sensibilisation des élèves et formation des instituteurs afin de permettre l'acquisition de bons comportements et d'assurer la durabilité des infrastructures. 3 brigades créées, dans lesquelles les élèves sont des acteurs majeurs:

- brigade Hygiène pour l'entretien des latrines et points d'eau,
- brigade Environnement pour l'entretien de l'école et la gestion des déchets,
- brigade espaces verts pour l'entretien des espaces verts plantés cet été.



Sous-projet 3 : l'école de Woudourou



Le projet sur l'école de Woudourou comporte les mêmes éléments que l'école de Mbanane. Les travaux en mai 2017 étaient achevés à 90%. Les brigades de l'hygiène et de l'environnement étaient déjà opérationnelles.



Partenaires opérationnels : le GRET assistant à maîtrise d'ouvrage

Le GRET : Fondé en 1976, il soutient des processus de développement durable en s'appuyant sur l'équité sociale, la promotion économique et le respect de l'environnement. Actif dans 30 pays, implanté au Sénégal depuis plus de 15 ans, il intervient sur des problématiques de développement agricole, de renforcement institutionnel et d'accès aux services essentiels.



Maître d'ouvrage délégué et assistant à maîtrise d'ouvrage de notre projet, le GRET accompagne la commune de Nabadji Civol dans la conduite de projet : réalisation des études, mise en place de procédures d'appels d'offres, suivi de chantier, formation professionnelle et renforcement de compétences des acteurs locaux (élus, gestionnaires du service de l'eau, habitants).



Partenaires du projet : Le Partenariat, maître d'œuvre du volet écoles

En France, l'association mène des actions d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité auprès d'un large public. Le Partenariat mène également des projets de coopération au développement au Sénégal ou au Maroc. L'accès à l'eau est un axe privilégié d'intervention, avec le Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire :

- renforcement de capacité des acteurs locaux partenaires,
- mise à niveau du cadre scolaire, par l'alimentation en eau potable, la construction / rénovation des sanitaires, fosse septique, clôtures,
- accompagnement des élèves et des acteurs du milieu scolaire autour de bonnes pratiques d'hygiène, de gestion des déchets et d'entretien des infrastructures.




Zoom : les difficultés rencontrées

- **Différences de « culture administrative »** → incompréhensions/tensions en début de projet. Temps d'adaptation, de compromis. Patience et ouverture d'esprit nécessaires pour que les deux partenaires soient dans la même dynamique.
- **Difficultés liées à la gestion de projet à distance** (temps d'échange, de transmission de documents rallongé, lourds problèmes d'accès à internet à la mairie de Nabadji Civo)
- **Difficultés administratives locales avec services de l'Etat** à désamorcer
- Choix de **travailler avec des entreprises locales** en maîtrise d'œuvre → moins de technicité et d'expertise et accompagnement plus lourd pour le maître d'ouvrage délégué.



Zoom : les clés de réussite du projet

- **Choix des partenaires dans le pays d'intervention** (assistant à maîtrise d'ouvrage, maître d'ouvrage délégué) pour assurer une bonne gestion et le suivi du projet.
- **Consultation et concertation avec tous les acteurs** (ministères, services déconcentrés de l'Etat, Trésor public, associations, chefs de villages) sur le long terme.
- **Importance capitale des mesures d'accompagnement** des acteurs locaux de l'eau et de l'assainissement pour assurer la pérennité des infrastructures.
- **Importance des actions de sensibilisation** pour faire évoluer les comportements (population, professionnels du domaine, élus...).
- **Réalisme et pragmatisme** quant à l'ampleur et au budget du projet, ne pas avoir « les yeux plus gros que le ventre ».



Et après ? Lancement de la 2^e phase

Programme sur l'ensemble de la commune prévu dans l'APS : 1 million d'euros. Première phase = 15% du projet global.

Identification des besoins les plus urgents → 2^e phase du projet (300 000 euros) :

- **Nouvelle adduction d'eau à Gassel** (1000 habitants sur 5 villages), et solutions d'assainissement public et domestique
- **Extension du réseau de Tiguré Ciré vers 3 villages** où l'accès à l'eau se fait par des puits rudimentaires, diagnostic sur le réseau existant (dysfonctionnements) et réhabilitation des sanitaires des écoles.

Dépôt des dossiers de subvention : fin 2017





Merci de votre attention



**DANS LE
SAMBIRANO,
NORD
MADAGASCAR
2015-2017**



Financement AESN et CD60

afdi
Agriculteurs français et
développement international



42 ans d'existence
Une organisation en fédération
1 association nationale
16 Afdi territoriales française
7 bureaux internationaux
17 pays d'intervention

Afdi a choisi un mode de représentation territorial en France.
Chaque Afdi est une association à statut autonome et l'ensemble partage les valeurs et les modes opératoires du réseau.



- Afdi Agri

afdi En Hauts-de-France



- Des actions en région
 - Conférences
 - Interventions en milieu scolaire
 - Intervention auprès des OPA
- 5 partenariats au Sud
 - Guinée : avec la FPF (filière phare : pommes de terre)
 - Togo : avec l'UROPC-M (filière phare : maïs)
 - Tchad : avec l'APROFIKAM (filière phare : karité)
 - Madagascar : avec l'UCLS (filière phare : cacao)
 - Cambodge : avec la FAEC (filière phare : riz)



**Le partenariat Afdi/UCLS
Ambanja - Madagascar -
Localisation**



Le partenariat Afdi/UCLS Ambanja - Madagascar



- ▶ Partenariat créé en 2004
 - ▶ Appui à la gouvernance et à la gestion financière
 - ▶ Appui à la recherche et mise en relation avec les potentiels clients Européens
 - ▶ Mise en place d'actions agro-environnementales
- ▶ 420 producteurs dans 23 coopératives
- ▶ 7 salariés
- ▶ Une filière : le cacao (certifié bio / équitable)
- ▶ Une capacité de production de 300 tonnes
- ▶ 2 clients à l'export en 2016 : Ethiquable et UCLS pour un total de 112,5 tonnes exporté

Pourquoi un projet eau



- ▶ Un client, Nespresso souhaitait que le cacao de UCLS soit certifié Rainforest Alliance, certification qui prend en compte l'accès à une eau potable dans son cahier des charges
- ▶ Afdi s'est penchée sur la question et a réussi à obtenir des financements via l'AESN et le CD60
- ▶ Mais ce domaine d'intervention n'étant pas du domaine de compétence de l'Afdi, il était nécessaire de s'allier avec un partenaire technique spécialisé dans ce domaine.
- ▶ Le choix s'est porté sur Trans'Mad Développement, qui avait déjà travaillé avec des Afdi par le passé, qui est déjà implanté localement et qui a déjà réalisé ce type de projets sur Madagascar. De plus, ils sont recommandés par l'Association "Porteurs d'Eau" issu de France-Libertés.

Les attendus de la population

- ▶ Augmentation du taux d'accès à l'eau potable
- ▶ Amélioration des pratiques de consommation de l'eau : hygiène et assainissement
- ▶ Renfort des capacités existantes : ressource, traitement, réservoir, réseau, fontaines ...
- ▶ Baisse des maladies
- ▶ Baisse du taux de mortalité infantile

Les moyens humains retenus

- ▶ Renforcer la motivation des villageois grâce à l'équipe pédagogique
- ▶ Faire participer les habitants, ex : monter les matériaux jusqu'à la source
- ▶ Repérer les leaders et créer de comités d'usagers
- ▶ Renforcer les capacités des autorités communales ou/et
- ▶ Faire émerger un secteur privé traitant la gestion de l'eau, à terme



Le financement

- ▶ Budget du projet: 267 k€
Conseil Général de l'Oise 45 k€
Agence de l'eau Seine Normandie 186 k€
Les habitants : 12 k€
Transmad (substitut CG97) 24 k€
- ▶ Réalisation du projet : 289 k€
Dépassement : 22k€, pris en charge par Transmad

Les réalisations hydrauliques

- ▶ 10 000 habitants sont concernés : ils sont répartis sur 4 villages dispersés en plusieurs hameaux
- ▶ Les réalisations hydrauliques
 - 3 captages
 - 2 réservoirs
 - 2 filtres-décantation
- des km de canalisations dans la montagne
- 25 bornes fontaine
- 68 branchements domiciliaires
- 4 blocs sanitaires
- ▶ Réhabilitation d'ouvrages anciens



Pérennisation

LA FIN DU PLAN 1 (2015-2017)

- ▶ Prise en charge du service par les comités de point d'eau
- ▶ Certification de conformité
- ▶ Mise en place des comités de gestion et début de la facturation

LE DEMARRAGE DU PLAN 2(2017-2019)

- ▶ Poursuite des réalisations hydrauliques
- ▶ Mise place d'un service entretien
- ▶ Maintien d'une équipe pédagogique sur place
- ▶ Pérennisation des nouvelles instances : comité de gestion/ autorités communale...



MERCI DE VOTRE ATTENTION



Financement AESN et CD60



Le pS-Eau vous accompagne

Eau, Hygiène et Assainissement



Le pS-Eau : un réseau pour l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous

Un **réseau international multi-acteurs**
108 membres, 26 000 correspondants

Objectifs :

- **Comprendre** : améliorer la compréhension des enjeux du secteur de l'eau et de l'assainissement
- **Appuyer** : accompagner l'amélioration des services EHA
- **Mobiliser** : encourager les initiatives en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous (1%)

=> Un **plus grand nombre** de projets et des actions de **qualité** pour des services EHA pérennes



Vous accompagner dans vos projets

- **Qui peut bénéficier de cet appui?**
associations de solidarité internationale, associations de migrants, ONG, collectivités territoriales et leurs groupements, agences de l'eau, fondations
- **Quel type d'appui?**
 - **Appui technique et méthodologique** pour l'élaboration du projet (formations, guides méthodologiques, appuis personnalisés)
 - **Mobilisation de partenaires** techniques et financiers
 - **Suivi des projets**
 - **Communication et sensibilisation** en France



Des outils de référence

www.pseau.org/fr/nos-publications-reference

Des Guides méthodologiques



Des Outils de sensibilisation



Des Guides techniques



Des Guides « pays »



Des Fiches Pays



pS-Eau Les guides méthodologiques

EAU POTABLE
Développer les services d'eau potable, 18 questions pour agir, 100 pages, pS-Eau, 2014



ASSAINISSEMENT
Développer les services d'assainissement, 16 questions pour agir, 84 pages, pS-Eau, 2015



COOPERATION DECENTRALISEE
L'action extérieure des collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement, 48 pages, pS-Eau, 2014



LE SUIVI EVALUATION à l'usage des partenaires financiers du secteur EAH
52 pages, pS-Eau, 2016



pS-Eau Les outils de sensibilisation

LIVRET INTERACTIF
Etre solidaire pour l'accès à l'eau et l'assainissement, 22 pages, pS-Eau, 2014
www.pseau.org/solidarite-eau/pour-tous



PLAQUETTE
1% solidaire pour l'eau, Collectivités locales, votre action compte, 6 pages, pS-Eau, 2011



EXPOSITION
Agir pour l'accès à l'eau potable, 11 panneaux, pS-Eau, 2016



LES ELUS DE L'EAU
www.pseau.org/elus-de-leau



pS-Eau Un centre de ressources

www.pseau.org

Un Atlas des actions eau et assainissement



Plus de 1 800 actions en ligne

Un Annuaire des acteurs eau et assainissement



Plus de 40 000 contacts référencés

Une base biblio des documents eau et assainissement



Plus de 3 600 documents disponibles

Vous accompagner dans vos pays d'intervention

- Réseaux pays : Bénin, Burkina Faso, Haïti, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Océan Indien, Palestine, Sénégal
 - Echanger et partager ses expériences, en France et dans les pays d'intervention
 - S'informer sur le contexte (fiches pays, newsletters, etc.)
 - Bénéficier de l'expertise du réseau pour monter ses actions





Des réseaux pays

www.pseau.org/pays

Ran'eau
à Madagascar



www.raneau.org

ACTEA
au Burkina Faso



www.actea.org

LEWAP
au Liban



www.lewap.org

Nous contacter

www.pseau.org

A Paris :
32 rue le Peletier
75 009 Paris
+33 1 53 34 91 20
pseau@pseau.org

A Lyon:
80, cours Charlemagne
69002 Lyon
+33 4 26 28 91
lyon@pseau.org



www.facebook.com/pseau

www.twitter.com/pseau



Echanges - questions





Evènement signature
*Engagement pour
l'adaptation au changement climatique*

FORUM DES ACTEURS DE L'EAU
DES VALLÉES D'OISE





Plus de 200 signataires sur le
bassin Seine-Normandie

dont **54** en Vallées d'Oise





**eau
seine
normandie**
Agencement public de l'eau

**FORUM DES ACTEURS DE L'EAU
DES VALLÉES D'OISE**

CLÔTURE